

«La corruption est un acte de trahison envers la patrie»

Page 16

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5202 - Mardi 20 octobre 2020 - Prix : 10 DA

Enseignement supérieur

Reconduction des cours à distance dans les universités

Page 3

Oudjaout insiste sur le respect «strict» du protocole sanitaire

L'école rouvre ses portes demain

Page 2

Tertiarisation et récession au temps du Covid-19

Par Mohamed Habili

A lors que les autres grandes économies, ainsi d'ailleurs que les moins grandes, n'ont même pas encore commencé à remonter la pente, sur quoi elles ont glissé toutes pour cause de pandémie, l'économie chinoise elle en revanche est ces derniers temps en pleine de phase de rétablissement. D'ici à ce qu'elle retrouve son niveau d'activité d'avant l'éclatement de l'épidémie, il n'y a pas loin, au rythme où cela va, et pour autant bien sûr qu'il n'y a pas retournement de tendance. Or cette économie ne peut retrouver vigueur et croissance qu'en allant les puiser dans une bonne mesure dans le reste du monde, en raison de sa grande ouverture sur ce dernier. Quand elle se porte bien, elle exporte massivement, mais elle importe massivement également, en dépit de ses excédents commerciaux. Cela veut dire qu'elle ne peut avoir réalisé les excellentes performances d'août et de septembre sans que ces dernières aient profité à elle autant qu'à ses partenaires de par le monde. La relance de ses importations en produits alimentaires notamment, a bénéficié prioritairement aux agriculteurs américains. De là sans doute l'accalmie sur le front de la guerre commerciale, pourtant toujours officiellement en cours entre leurs deux pays. Ce dont témoigne la campagne électorale américaine, où il n'est plus guère question de la menace chinoise, alors même que par ailleurs sa virulence continue de monter en cadence.

Suite en page 3

La situation perdue depuis plusieurs semaines

Médicaments en rupture de stock, malades pénalisés



Ph.D. R.

De nombreux médicaments sont en rupture de stock depuis des semaines. Des milliers de malades sont sérieusement pénalisés par cette situation qui intervient en pleine crise sanitaire mondiale. Page 2

Pétrole

Attar : l'Opep+ décidée à prendre toutes les mesures pour stabiliser les cours

Page 3

Réforme de l'industrie cinématographique

Vers la création d'un «centre algérien du cinéma»

Page 4

La situation perdue depuis plusieurs semaines

Médicaments en rupture de stock, malades pénalisés

■ De nombreux médicaments sont en rupture de stock depuis des semaines. Des milliers de malades sont sérieusement pénalisés par cette situation qui intervient en pleine crise sanitaire mondiale.

Par Aomar Fekrache

Selon le Syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo), 250 médicaments sont actuellement en rupture de stock. Dans une déclaration à la presse, le vice-président de ce syndicat, Chafik Rahem, a indiqué avoir recensé une pénurie, entre autres, de «médicaments pour maladies chroniques, des antibiotiques, des médicaments ophtalmologiques, pour le traitement de la thyroïde...». Certains médicaments sont pour le moins vitaux pour une catégorie de malades et cette pénurie est vécue, par eux et leurs familles, comme un drame. De par le passé, des malades recouraient aux médicaments de «cabas» ou comptaient sur leurs proches ou connaissances à l'étranger pour les acquérir. Mais avec les restrictions dues à la pandémie de coronavirus, certains médicaments sont tout bonnement «inexistants». L'autre grand



Ph/D. R.

absent des pharmacies n'est autre que le vaccin antigrippal. D'habitude, à cette période de l'année, l'opération de vaccination en prévision de la saison hivernale a déjà commencé. «Ils nous ont dit qu'il sera disponible le 15 octobre, mais nous n'avions rien reçu. On attend, peut-être qu'il sera disponible dans les tout prochains jours», nous dira un pharmacien du centre d'Alger. Notre interlocuteur admet cependant que «l'opération de vaccination enregistre un retard, comparativement aux années précédentes». Le vaccin antigrippal, bien que facultatif pour certains, est recommandé voire obligatoire pour notamment les personnes âgées, les malades chroniques et les femmes enceintes. Il y a quelques jours, le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie, Faouzi Derrar, a annoncé «l'importation inces-

sante de 2 800 000 doses de vaccin antigrippal en prévision de la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière, qui débutera la fin octobre à l'instar des autres pays du monde». Il a expliqué que «la propagation du coronavirus était à l'origine du retard enregistré, tout comme dans d'autres pays à travers le monde, dans l'acquisition du vaccin antigrippal et le lancement de la campagne de vaccination». Mais maintenant que le compte à rebours de ce mois d'octobre a commencé, de nombreux citoyens commencent à s'inquiéter.

La semaine dernière, c'est le Professeur Kamel Bouzid, chef du service d'oncologie au CPMC d'Alger, qui avait dénoncé une rupture de stock de médicaments pour le traitement notamment du cancer pédiatrique. Face à la gravité de la situation, la Pharmacie centrale

des hôpitaux (PCH) a annoncé avoir pris «des mesures urgentes pour acquérir un premier lot de médicaments destinés à la leucémie de l'enfant», alors qu'un «deuxième lot sera réceptionné au cours de la semaine prochaine», avait indiqué la directrice de la PCH, lors de la réception d'un premier lot d'acide folique et de méthotrexate, deux médicaments destinés au traitement de la leucémie de l'enfant. Faut-il rappeler

que ces perturbations dans l'approvisionnement sont récurrentes depuis des années, et ont empiré avec la crise sanitaire due au Covid-19. Nos tentatives, hier, d'entrer en contact avec le ministère de la Santé pour avoir plus de détails sur les raisons de ces pénuries ont été vaines. Les responsables que nous avons pu joindre ont indiqué qu'ils n'étaient pas habilités à répondre à nos questions.

A. F.

En prévision de la rentrée scolaire Vaste opération de désinfection des écoles primaires

UNE VASTE opération de désinfection des écoles primaires a été lancée à travers les différentes localités de la wilaya de Constantine, en prévision de la rentrée scolaire prochaine, a-t-on appris, hier, du directeur de l'Education.

L'action de stérilisation, initiée par les Assemblées populaires communales (APC) en collaboration avec des établissements publics à caractère industriel et commercial chargés de nettoyage (Epic), ciblera pas moins de 412 structures de ce cycle scolaire, a précisé à l'APS Mohamed Bouhali.

L'opération de désinfection vise à «garantir de meilleures conditions sanitaires aux élèves et à éviter d'éventuels risques d'infection par le Covid-19», a expliqué le même responsable.

Le programme de désinfection ciblera, au titre de la seconde phase, les collèges d'enseignement moyen (CEM) et les lycées, a-t-on noté.

La même source a relevé que des directives ont été données aux responsables du secteur de l'Education, afin de «veiller au respect strict du dispositif de prévention tout au long de cette année scolaire et de s'assurer de la bonne application des mesures barrières, à l'intérieur de l'ensemble des établissements scolaires».

R. N.

Coronavirus 214 cas et 9 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 9 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de moins qu'hier (10), portant à 1 865 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une hausse, avec 214 cas, soit 15 cas de plus par rapport à hier (199), pour atteindre au total 54 606 cas confirmés.

R. N.

Oudjaout insiste sur le respect «strict» du protocole sanitaire L'école ouvre ses portes demain

Après une année scolaire qui s'est achevée «en queue de poisson», celle qui lui succède entraîne déjà son lot d'appréhensions et de craintes. Si les syndicats du secteur redoutent cette rentrée exceptionnelle, le ministre de l'Education insiste sur le respect «strict» du protocole sanitaire et des mesures rigoureuses en vigueur pour éviter les contaminations. La rentrée scolaire 2020-2021, c'est pour demain. Un retour en classe après 8 mois d'absence forcé pour cause d'épidémie de coronavirus, avec de toutes nouvelles consignes de sécurité et de nouvelles préoccupations. Cette reprise se fera dans un contexte très particulier et empli de nouvelles règles : port du masque obligatoire, distanciation sociale, et lavage fréquent des mains... Les syndicats du secteur et les parents d'élèves restent sceptiques quant à la capacité des établissements scolaires à faire face à la rentrée au moment où les chiffres de la pandémie repartent à la hausse depuis quelque temps. Nombre de syndicats du secteur tirent la sonnette d'alarme

quant à la question de moyens matériels des établissements scolaires pour faire face à cette pandémie. Les parents s'inquiètent aussi pour la santé de leurs enfants, à cause des contaminations qui pourraient faire passer le virus de l'école à la maison. Mais les élèves doivent regagner les bancs de l'école, estiment les spécialistes, d'autant que la situation pandémique est «maîtrisée». Invité de la Chaîne 1 de la Radio nationale, D' Lyes Merabet, président de Syndicat national les praticiens de santé publique (Snpsp), estime que les élèves doivent reprendre le chemin de l'école, insistant sur la sensibilisation des enfants à la situation épidémiologique. A cet effet, il propose que le cours inaugural porte sur la pandémie et les moyens de se prémunir. Afin d'assurer un retour aux bancs de l'école démunie de tout risque pour les enfants, le ministère de la Santé impose le respect «strict» de ces mesures sanitaires. Lors d'une réunion avec les directeurs du secteur, le ministre de l'Education nationale, Mohamed Oudjaout, s'est longuement attaché sur la nécessité absolue de veiller au res-

pect «strict» du protocole sanitaire et des mesures rigoureuses en vigueur pour endiguer le danger du coronavirus. Le ministre a appelé à ne pas négliger le moindre signe de la maladie, pour une prise en charge rapide et efficace, tant au niveau du soin que l'accompagnement psychologique. La prise en charge de l'aspect psychologique des élèves se fera par des conseillers d'orientation scolaire et professionnelle, recommande le ministre de l'Education. Sur le plan pédagogique, Oudjaout a axé sur l'impératif d'assurer pleinement le cadre administratif, entre la dispense des cours, la distribution du livre scolaire ainsi que le service des cantines et du transport scolaire. Il a insisté également sur un encadrement pédagogique pour chaque matière, à chaque niveau et à chaque étape de l'enseignement. Il a appelé à encadrer toutes les opérations liées à la solidarité (prime 5 000 DA, fournitures scolaires, etc.) et s'assurer qu'elles seront distribuées à ceux qui le méritent dans les meilleurs délais.

Louiza Ait Ramdane

Enseignement supérieur

Reconduction des cours à distance dans les universités

■ La pandémie de coronavirus a obligé la communauté universitaire à explorer de nouvelles méthodes d'enseignement et d'apprentissage, notamment au travers de l'enseignement en ligne.

Par Meriem Benchaouia

Afin de freiner la propagation du virus, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a prévu, cette année, de reconduire à plus vaste échelle le système d'enseignement à distance. S'exprimant hier sur les ondes de la Radio nationale, dans l'émission «L'Invité de la rédaction», Boualem Saïdani, directeur général des enseignements et de la formation supérieure, a expliqué que cette décision se justifie par la persistance de la pandémie de coronavirus dans le monde et en Algérie. «Les 280 000 nouveaux bacheliers ne connaîtront pas tous le plaisir de se retrouver en amphithéâtre. Ils devront s'accommoder d'un mode d'enseignement hybride», a-t-il déclaré. Dans ce sens, l'invité a annoncé que les inscriptions des nouveaux bacheliers va s'opérer par l'entremise de Portes ouvertes, organisées également à distance. Selon lui, le mode opératoire choisi pour permettre aux étudiants de choisir la filière où ils souhaiteraient être inscrits va se dérouler en quatre phases distinctes. La première, explique-t-il, étant celle des Portes ouvertes où ils pourront prendre connaissance des filières proposées à leur choix. La seconde, celle des préinscriptions, consistant pour les prétendants à faire un choix minimum parmi six filières et de dix, maximum, «de licences à caractère local ou régional». Il a indiqué qu'à l'issue du traitement de ces fiches de vœux, son ministère déterminera la moyenne minimale ouvrant l'accès à une inscription dans



PH. > D. R.

chaque filière. Parmi ces filières, il mentionne, notamment, celles à caractère national, citant la médecine, la chirurgie dentaire et la pharmacie. «L'orientation de chaque bachelier se fera compte tenu de la moyenne obtenue au baccalauréat, par rapport au module sur lequel il a disserté, mais également en fonction des places pédagogiques offertes par chaque établissement d'enseignement supérieur et enfin, de la circonscription géographique où réside l'étudiant», a-t-il dit. Par ailleurs, Boualem Saïdani a annoncé que le 24 octobre, sera opérationnelle la plateforme permettant aux futurs universitaires de faire leur

préinscription et de déposer leur fiche de vœux dans laquelle seront hiérarchisés leur choix. «Si un candidat ayant obtenu 15 de moyenne et voulant se voir versé dans la filière Médecine, cela ne veut pas dire que son choix sera retenu. Donc il va falloir faire attention au 2°, au 3° choix... c'est une question d'offre et de demande», a-t-il indiqué. Le DG des enseignements et de la formation a rappelé, en outre, que les portes ouvertes seront accessibles en ligne, du 15 au 25 octobre, que l'introduction des préinscriptions auront lieu du 24 octobre au 5 novembre, période après laquelle seront

communiquées les affectations des nouveaux bacheliers. La 3° phase, poursuit-il, sera réservée aux cas particuliers, notamment lorsqu'un bachelier n'a pu avoir de réponse à aucun de ses choix et enfin la phase 4, prévue du 8 au 18 novembre, sera celle où auront lieu les inscriptions définitives des nouveaux bacheliers. Le directeur général des enseignements et de la formation supérieure a également annoncé que 26 nouvelles offres de formation ont été ouvertes pour les nouveaux bacheliers, parmi elles, les filières d'ingénierie mécanique, d'électrotechnique, de génie mécanique et d'agriculture saharienne. **M. B.**

Pétrole

Attar : l'Opep+ décidée à prendre toutes les mesures pour stabiliser les cours

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a assuré, hier à Alger, que les pays de l'Opep et non Opep (Opep+) sont décidés de «défendre» le marché pétrolier et de prendre toutes les décisions nécessaires pour stabiliser les prix d'ici à la fin 2020 et maintenir le baril au-dessus de 40 dollars.

S'exprimant en marge d'une rencontre avec les directeurs de l'Énergie des wilayas, M. Attar a indiqué que «les pays de l'Opep et non Opep ont décidé de défendre le marché pétrolier et de prendre toutes décisions

nécessaires pour au moins stabiliser les prix d'ici à la fin 2020, de manière à maintenir le baril au-dessus de 40 dollars».

Evoquant la 23^e réunion du Comité ministériel conjoint de suivi Opep et non Opep (JMMC), prévue hier après-midi par visioconférence, le ministre de l'Énergie a affirmé que celle-ci sera consacrée au suivi du respect des engagements de baisse de la production des pays signataires de la Déclaration de Coopération pour le mois de septembre 2020, tels qu'adoptés lors de la 10^e réunion ministérielle Opep et

non Opep, tenue le 12 avril 2020.

A ce propos, M. Attar a salué cet accord de baisse de production, précisant que c'est grâce à l'accord Opep+, entré en vigueur en mai 2020, qu'il y a eu une remontée des cours de l'or noir et une stabilisation des prix atteignant depuis plus d'un mois la moyenne de 40 dollars le baril.

Abordant les perspectives du secteur pétrolier, M. Attar n'écarte pas une reprise des cours à partir de l'année 2021, citant dans ce contexte des prévisions de l'Opep et des institu-

tions internationales au sujet de la reprise économique avec un taux de croissance de l'économie mondiale 4,6 %.

«Il faut espérer que la situation épidémique s'améliore en 2021 et qu'il y ait un vaccin contre le coronavirus», a-t-il expliqué, tout en insistant sur la nécessité d'être «prudent» dans l'analyse de l'évolution de l'économie mondiale.

En ce qui concerne la situation de la demande mondiale en produits énergétiques durant l'année 2020, M. Attar a fait état d'une perte de plus de 9 millions de barils par jour et

LA QUESTION DU JOUR

Tertiarisation et récession au temps du Covid-19

Suite de la page une

Les contractants chinois et américains, dans ce domaine comme dans d'autres, font en tout cas comme si, de guerre, il n'en existait aucune entre eux. Quand c'est l'atelier du monde lui-même qui se remet de la crise, c'est que le reste du monde ne va pas tarder à lui emboîter le pas. Ça aurait été une autre économie, même l'américaine, l'effet d'entraînement n'aurait pas été aussi garanti. Il ne peut en être autrement quand c'est la première puissance industrielle, en quelque sorte donc le moteur du monde, qui se remet en marche, et non sans vigueur dans le cas présent. Pour les cours du pétrole, dont l'économie algérienne est encore très dépendante, cela s'annonce plutôt bien. La reprise économique à l'échelle mondiale allant s'affirmer, ils ne peuvent en effet que se redresser. Reste bien sûr la possibilité que la deuxième vague de la pandémie, à l'œuvre déjà dans une grande partie du monde, ne se montre plus puissante que celle de la relance économique, qui elle après tout n'en est encore qu'à ses débuts, quand ses signes seraient encore plus prometteurs qu'ils ne le sont effectivement. Tout dépend à cet égard du type d'économie en question. Ce n'est pas un hasard si la récession est plus forte en Occident que dans le reste du monde. La tertiarisation avancée des économies développées occidentales a été le point faible par lequel le virus s'est attaqué à son système immunitaire. Les pays européens les plus industrialisés lui ont mieux résisté, bien que tous soient aujourd'hui aux prises avec sa nouvelle offensive. Les chercheurs qui plus tard voudront comprendre pourquoi la récession a été plus forte ici qu'ailleurs ne manqueront probablement pas de trouver une relation entre tertiarisation et récession. Mais aussi entre cette même tertiarisation poussée et le bilan humain de l'épidémie. En effet, plus il y a de tertiarisation plus il y a de contacts humains. Et plus il y a de contacts humains, plus forte est la circulation du virus. Autrement, on ne pourrait s'expliquer que ce soient précisément les pays dotés des plus performants systèmes de santé, le chinois mis de côté, qui aient le plus souffert de l'épidémie.

M. H.

d'un surplus de production de 2 millions de barils», en raison du ralentissement notamment de la demande du secteur des transports aérien et terrestre, à l'exception du domaine maritime dont l'activité n'a pas enregistré une baisse, a-t-il relevé.

Hocine C.

APN/Projet de loi de finances

Le PLF 2021 présenté devant la commission des finances et du budget

■ Le projet de loi de finances (PLF) 2021 a été présenté, hier, devant la commission des finances et du budget.

Par Linda G.

Avant l'examen du PLF 2021 par les membres de la commission, la représentante du gouvernement et ministre des Relations avec le Parlement, Besma Azouar, a présenté un exposé sur ce projet, au nom du ministre des Finances, Aymen Benabderrahmane, dans lequel elle a relevé la spécificité du contexte économique et financier marquant l'élaboration de ce texte et ce, «*au vu d'une crise sanitaire extrêmement grave aux retombées imprévisibles sur les opérateurs économiques*».

Pour M^{me} Azouar, la nouvelle loi de finances tend à consolider les fondamentaux économiques en 2021, à travers la reprise graduelle de l'activité et l'allègement de certains dysfonctionnements financiers, outre le soutien permanent des catégories vulnérables à faible revenu.

De son côté, le président de

la commission des finances et du budget, Ahmed Zeghdar, a insisté, dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de cette réunion, sur «*l'impérative consécration de tous les efforts pour l'élaboration d'une loi de finances répondant aux aspirations du peuple pour l'édification de l'Algérie*», rappelant les circonstances que traverse le pays à la lumière des défis imposés par le recul des revenus en devise, d'une part, et la pression de la pandémie mondiale, d'autre part. Soulignant que le PLF 2021 «*fait triompher le caractère social de l'Etat*», le même intervenant a mis l'accent sur l'importance de l'effort législatif pour «*une distribution équitable des richesses et la simplification des mécanismes de leur création et développement, ainsi que l'encouragement des initiatives associant tous les enfants de l'Algérie*». Il s'est dit convaincu que «*l'économie*



Ph/D. R.

nationale peut toujours dépasser les risques avec succès et réaliser des résultats positifs», au regard de l'évolution des revenus de la fiscalité ordinaire devant couvrir les dépenses de fonctionnement en toute facilité, loin des rentes pétrolières, et

ce, grâce aux mesures prévues dans le projet pour optimiser le recouvrement fiscal et soutenir l'activité de production.

Ce projet, ajoute M. Zeghdar, «*sera débattu, peaufiné et publié avec un meilleur contenu, dans le sens où il tiendra*

compte de la vulnérabilité du citoyen en cette conjoncture difficile et établira un équilibre entre les besoins de l'Etat et ses missions qui doivent se poursuivre, quels que soient les sacrifices».

L. G.

Réforme de l'industrie cinématographique

Vers la création d'un «centre algérien du cinéma»

Le passage d'une activité cinématographique à une véritable industrie passe par la création d'un «centre algérien du cinéma», regroupant toute les activités de gestion du secteur, a indiqué Bechri Youcef Sehairi, secrétaire d'Etat, auprès du ministre de la Culture et des Arts, chargé de l'industrie cinématographique et de la production culturelle.

Dans un entretien à l'APS, Youcef Sehairi a expliqué que le projet du centre algérien du

cinéma était «*actuellement à l'étude*», ajoutant que cet établissement est conçu pour «*regrouper les activités de gestion de l'industrie cinématographique*».

La création de ce centre est une étape importante pour la gestion du secteur, estime-t-il, jugeant que les missions et prérogatives des entreprises existantes, à l'image du Centre algérien pour le développement du cinéma (Cadc) ou du Centre national du cinéma et de l'audiovisuel (Cnca) se «*rejoignent souvent*».

Sur le plan de la législation, le secrétaire d'Etat a évoqué la révision entamée récemment de la loi sur le cinéma et l'audiovisuel, estimant que ce cadre juridique «*ne convient plus aux réalités du métier*».

Youcef Sehairi a également rappelé que le ministère de la Culture et des Arts étudie de nombreux dossiers à même de redynamiser l'industrie cinématographique algérienne et de régler les problématiques soulevées par les professionnels du secteur, à l'instar de la formation et du statut de l'artiste et devrait être «*à l'ordre du jour du ministère dans les prochaines semaines*», précise-t-il.

S'agissant des professionnels du cinéma, le secrétaire d'Etat a évoqué un prochain accord entre les ministères de la Culture et des Arts et celui des Finances pour émettre une carte professionnelle à l'adresse des techniciens et professionnels du cinéma pour que ces

derniers puissent bénéficier d'*une couverture sociale et de facilitation dans les domaines de la production*».

Abordant la production cinématographique, Youcef Sehairi a insisté sur l'importance d'*ouvrir le champ aux producteurs étrangers* pour faire de l'Algérie une destination des réalisateurs et producteurs, ce qui sera également une occasion de «*promouvoir l'image de l'Algérie et son potentiel cinématographique mais aussi pour le transfert des connaissances et expériences dans ce domaine*».

Interrogé sur le dossier des salles de cinéma, le secrétaire d'Etat chargé de l'industrie cinématographique et de la production culturelle a indiqué que 81 salles étaient sous tutelle du

ministère de la Culture et des Arts, dont 25 ouvertes au public, alors que 251 autres salles appartiennent aux communes.

Des réunions entre les deux départements ont abouti à la possibilité de récupération des salles fermées par le ministère de la Culture, a-t-il indiqué, précisant que l'implication des opérateurs privés dans la gestion des salles était à l'étude.

Ces dernières années, le secteur du cinéma vit une situation des plus complexes due particulièrement à la baisse de la production, à l'absence quasi totale de salles de projection opérationnelles, à la faiblesse de la distribution et de la formation, selon des observateurs.

Racim C.

Tizi Ouzou/ Raccordement de 155 foyers au réseau d'électricité
Après une longue attente de 5 années...

LA SONELGAZ de Tizi Ouzou vient de procéder au raccordement de 155 foyers au réseau d'alimentation en énergie électrique dans les communes d'Irdjen, Akkerou et Ait Yahia Moussa. Le programme d'alimentation des villages Ait Yakoub et Ait Hag (Irdjen), Azrou et ElMaguechtoum (Akkerou) et Tifaou (Ait Yahia Moussa) date de 2015, a précisé, hier dans un communiqué, la direction de la Société de distribution de l'électricité et du gaz de Tizi-Ouzou pour réaliser près de 40 km de réseau. Les habitants de ces villages, qui ont longtemps attendu pour voir enfin la «*lumière*», ont poussé un ouf de soulagement en pouvant ainsi profiter de l'énergie électrique.

Hamid M.

Histoire/France

Le Parti communiste réclame qu'une rue au nom du général Bigeard soit débaptisée

Le Parti communiste a réclaté qu'une rue de la ville de Dreux, dans le nord de la France, au nom du général Bigeard soit débaptisée pour porter le nom de Maurice Audin, un militant communiste français qui a lutté pour l'indépendance de l'Algérie et assassiné par les parachutistes dudit général. Une délégation du Parti communiste a l'intention de demander une entrevue avec le maire de Dreux, Pierre-Frédéric Billet, afin qu'*il débaptise la rue Bigeard au profit du nom de Maurice Audin*», mort sous la torture pendant la guerre de Libération nationale. A titre symbolique, des membres du Parti communiste, avec le concours de La France Insoumise et divers sympathisants de gauche, ont mené le 17 octobre – date à laquelle des manifestations pacifiques d'Algériens à Paris ont été réprimées dans la

sang par la police française – une opération au cours de laquelle les plaques de la rue du général Bigeard à Dreux ont disparu au profit de pancartes sur lesquelles était inscrite la mention «*rue Maurice-Audin*», rapporte le journal «*L'Echo Républicain*». Au cours de la même opération, le parc des Bâtes a été rebaptisé «*Parc de la décolonisation*».

Gisèle Quérité, figure locale du Parti communiste, conseillère municipale d'opposition à Vernouillet, a, à cette occasion, pris la parole pour dénoncer «*un nom (Marcel Bigeard) salissant une rue et une ville tout entière*».

Le général Bigeard s'était distingué durant la guerre de Libération nationale par ses exactions contre les Algériens, notamment pendant la Bataille d'Alger lors de laquelle la torture avait été institutionnalisée.

Il s'était également rendu tristement

célèbre par la technique dite «*crevettes Bigeard*» qui consistait à jeter des Algériens en mer du haut d'hélicoptères.

M. Quérité a rappelé que ce rassemblement est organisé le jour de la date anniversaire du massacre d'Algériens à Paris en 1961 par des policiers sous les ordres du sinistre préfet de police Maurice Papon et souligné que le président Emmanuel Macron avait «*confirmé*» en 2019 que Maurice Audin était mort sous la torture.

Le 13 septembre 2018, 61 ans après sa disparition, le président Emmanuel Macron avait reconnu officiellement la responsabilité de l'Etat français dans la disparition et l'assassinat par l'armée française de Maurice Audin, militant pour l'indépendance de l'Algérie.

H. N.

Bourses asiatiques Tokyo optimiste, les places chinoises déçues par le PIB

LES BOURSES de Tokyo et Hong Kong ont surfé hier sur des regains d'espoirs autour d'un accord rapide sur un plan d'aide américain, tandis que Shanghai et Shenzhen ont baissé après une croissance du PIB chinois inférieure aux attentes.

A Tokyo, l'indice vedette Nikkei a grimpé de 1,11 % à 23 671,13 points, revenant ainsi à son plus haut niveau en clôture depuis mi-février, avant son plongeon dans le sillage de la pandémie mondiale.

L'indice élargi de Tokyo, le Topix, a gagné 1,25 % à 1 637,98 points.

L'indice Hang Seng de Hong Kong a lui aussi fini dans le vert (+0,64 % à 24 542,26 points).

Malgré des discussions dans l'impasse à Washington depuis des mois, la présidente démocrate de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a estimé dimanche qu'un plan de relance pouvait encore être adopté avant l'élection présidentielle américaine du 3 novembre, fixant cependant à aujourd'hui la date limite pour parvenir à un accord.

Un tel scénario «calmerait les inquiétudes» des marchés sur un ralentissement de l'économie américaine au quatrième trimestre, a commenté Shuji Hosoi, stratège chez Daiwa Securities.

En Chine continentale en revanche, les investisseurs ont fait la fine bouche devant la croissance du produit intérieur brut (PIB) chinois au troisième trimestre, qui a certes accéléré (+4,9 % sur un an) mais moins que ce que les analystes espéraient.

L'indice composite de Shanghai a ainsi reculé de 0,71 % à 3 312,67 points et celui de Shenzhen a cédé 0,70 % à 2 249,53 points.

Du côté des devises et du pétrole, le yen s'appréciait légèrement au dollar, à raison d'un dollar pour 105,33 yens contre 104,40 yens vendredi soir.

La devise japonaise baissait un peu, en revanche, par rapport à l'euro, lequel valait 123,63 yens contre 123,50 yens en fin de semaine dernière.

L'euro montait par ailleurs à 1,1737 dollar, contre 1,1718 dollar vendredi soir.

Malgré les nouveaux espoirs sur le plan de soutien à l'économie américaine, les prix du pétrole restaient légèrement dans le rouge, dans l'attente d'une réunion des pays producteurs de l'Opep+ plus tard dans la journée.

Vers 08h45 GMT (09h45 à Alger) le prix du baril de brut américain céda 0,49 % à 40,68 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,44 % à 42,74 dollars.

R. E.

Pétrole

Le Brent à 42,69 dollars

Les cours du pétrole étaient en légère baisse hier, refroidis par des statistiques économiques mitigées en Chine, avant une réunion mensuelle des ministres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de leurs alliés, prévue plus tard dans la journée.

Par Salem K.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 42,69 dollars à Londres, en baisse de 0,56 % par rapport à la clôture de vendredi. A New York, le baril américain de WTI pour novembre abandonnait 0,56 % à 40,65 dollars. Les données économiques publiées hier par Pékin «ont déçu les investisseurs», a réagi Avtar Sandu, analyste. L'économie chinoise a connu au troisième trimestre un rebond de 4,9 % sur un an, selon des statistiques officielles, une hausse légèrement inférieure aux prévisions d'un groupe d'analystes (+5,2 %) et éloignée du niveau atteint en 2019 (+6,1 %), qui était déjà un plancher en trois décennies.

La santé économique de la Chine, «en tant que premier importateur mondial de pétrole brut, est capitale pour le marché», a rappelé M. Sandu.

Néanmoins, les prix du pétrole «se maintiennent encore assez bien, compte tenu de toutes les mauvaises nouvelles», estimait de son côté l'analyste Eugen Weinberg, qui pointe une situa-



PHD.R.

tion globale «préoccupante, avec, d'une part, une faiblesse persistante de la demande et, d'autre part, une augmentation de la production dans le monde».

Ce constat sera à l'agenda de la réunion des membres de l'Opep et leurs alliés, via l'accord

Opep+, qui commence à 13h30 GMT (14h30 à Alger).

Si les analystes écartent pour le moment une évolution de leur stratégie à court terme, ils s'interrogent sur la prochaine marche de diminution des coupes prévue au 1^{er} janvier prochain, la jugeant pour certains précipitée

au vu de la reprise au ralenti de la demande.

Les ministres des vingt-trois pays se réunissent chaque mois par visioconférence depuis le début de la crise du Covid-19, pour évaluer ces données et la situation du marché pétrolier.

S. K.

Le FMI au sujet de la région Mena

«Nécessité d'accélérer les réformes et la diversification économique»

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (Mena) doivent accélérer les réformes, notamment la diversification de leurs économies face aux impacts liés à la pandémie et à la chute des prix du pétrole, a recommandé le Fonds monétaire international (FMI).

Dans sa mise à jour des perspectives économiques publiée hier, le FMI prévoit que les économies de la région se contracteront de 5 % cette année, contre une projection de -5,7 % en

juillet. Cette contraction de 5 % du PIB pourrait entraîner «une hausse du chômage de 5 %», a-t-il mis en garde, alors que le manque d'emplois constitue déjà un fléau social dans de nombreux pays de la région.

Selon la Banque mondiale, le chômage de jeunes atteint actuellement 26,6 %.

Depuis mars, ces pays – dont beaucoup dépendent du pétrole – ont appliqué confinement et couvre-feu pour empêcher la propagation du coronavirus, affectant les activités écono-

miques.

Ce ralentissement à l'échelle mondiale a entraîné une baisse de la demande de pétrole, précipitant la chute des cours du brut.

Selon le FMI, le prix moyen du baril de pétrole sera de 41,69 dollars en 2020 et de 46,70 dollars en 2021, loin de la moyenne de 57 à 64 dollars en 2019.

L'un des pays les plus touchés de la région est le Liban, confronté à sa pire crise économique depuis la guerre de 1975-1990 : il a d'abord vu sa monnaie s'effondrer, avant de subir l'im-

pact de la pandémie et d'une gigantesque explosion meurtrière en août. Selon le FMI, son économie devrait se contracter de 25 % en 2020, soit plus du double de l'estimation d'avril (-12 %).

L'économie de l'Arabie saoudite, la plus importante du monde arabe, devrait se contracter de 5,4 % cette année, d'après le FMI, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux -6,8 % estimés en début d'année.

May T.

Changes

La livre grimpe face à l'euro et au dollar

La livre britannique montait face à l'euro et au dollar hier, soutenue par des propos du ministre d'Etat britannique, Michael Gove, qui a assuré dimanche espérer un accord sur le Brexit.

Hier matin, la livre gagnait 0,76 % face au billet vert, à 1,3013 dollar. Alors que le Royaume-Uni et l'Union européenne ont jusqu'à la fin de l'année pour trouver un accord, les propos chocs de Boris Johnson vendredi avaient dans un premier temps affaibli la livre.

Le Premier ministre britan-

ique avait déclaré à la télévision que le Royaume-Uni «devait se préparer à un échec des négociations commerciales post-Brexit sauf changement fondamental de la position européenne».

Mais avant même la fin de la séance, la livre s'était ressaisie. «Le marché des changes dit tout simplement qu'il ne faut pas le croire, que cela pourrait n'être qu'une stratégie pour essayer d'obtenir des concessions de l'UE», résume Hussein Sayed, analyste.

«J'espère toujours que nous

aurons un accord», a déclaré dimanche le ministre d'Etat Michael Gove, renforçant l'optimisme des cambistes.

«Les marchés financiers se positionnent actuellement sur une probabilité d'un Brexit dit 0 %, qui aurait un effet désastreux sur l'économie du Royaume-Uni et de l'UE», ajoute Jeffrey Halley, également, analyste.

L'euro, quant à lui, se renforçait face au billet vert (+0,30 % à 1,1753 dollar pour un euro).

«Les investisseurs vont sûrement examiner à la loupe les

déclarations des membres de la Banque centrale européenne», a commenté Esther Reichelt, analyste.

«S'il faut faire plus, nous ferons plus», a assuré dimanche la présidente de la BCE, Christine Lagarde.

«Ce qui compte, c'est de savoir si plus veut dire simplement renforcer le programme de rachat d'actifs, ou baisser à nouveau les taux d'intérêts», précise Esther Reichelt, qui juge que la deuxième option serait un «coup dur» pour l'euro.

K. L.

En visite à Bouira

Merad insiste sur «un recensement exhaustif» des zones d'ombre à travers le pays

■ Le conseiller du président de la République chargé des zones d'ombre, Brahim Merad, a insisté, dimanche à Bouira, sur l'impératif de lancer un recensement exhaustif et global des zones d'ombre à travers le pays pour pouvoir identifier et répondre aux besoins de leurs populations.

Par Hamid M.

C'est au cours du deuxième jour de sa visite de travail à Bouira, que M. Merad a jugé indispensable d'effectuer ce recensement global et détaillé pour pouvoir identifier les besoins des citoyens et aplanir toutes les difficultés qui rangent leur quotidien. «Il y a plus de huit millions de citoyens qui souffrent dans les zones montagneuses, et frontalières ainsi que sahariennes. Donc il est temps de répondre à leurs besoins pour leur permettre de vivre aisément», a souligné M. Merad.

Le conseiller présidentiel, qui visitait des projets de développement lancés dans la localité rurale et enclavée d'Ighzer Oumeziab relevant de la commune d'Ahnif (Est de Bouira), a assuré que tous les moyens financiers seraient déployés pour mettre en œuvre la stratégie du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à désenclaver et à promouvoir les zones reculées du pays.

«Il faut qu'il y ait un recensement exhaustif de toutes les zones d'ombre à travers toutes les wilayas du pays pour identifier les besoins des populations», a insisté M. Merad. «Nos visites dans ces régions éloignées est un gage pour la mise en application de cette politique engagée par le président de la République

pour mener une véritable révolution de développement et en finir avec les problèmes de sous-développement», a-t-il insisté.

A Ighzer Oumeziab, où il s'est enquis de l'avancement des travaux de réalisation d'un réseau d'eau potable, ainsi que d'un réseau d'assainissement, M. Merad a tenu à rassurer les populations de cette bourgade quant à la prise en charge des carences soulevées sur place par les citoyens. «Tout ce qui n'a pas été réalisé, sera réalisé tôt ou tard. C'est une question de temps et de moyens financiers», a-t-il expliqué à un groupe de citoyens.

Dans ce contexte, le même haut responsable a annoncé que beaucoup de wilayas allaient bénéficier en 2021 de soutien financier pour développer les zones d'ombre, longtemps marginalisées, via des projets capables d'assurer à leurs populations une vie digne et un véritable démarrage économique rural. Mais, a-t-il dit, «tout cela nécessite du temps, de la patience et de la confiance mutuelle pour réussir ce processus de développement».

«Les walis doivent effectuer un recensement exhaustif de ces zones pour connaître leurs besoins en matière d'eau potable, d'infrastructures d'éducation et de santé ainsi que d'autres projets pour les désenclaver et les promouvoir davanta-



ge», a-t-il encore insisté.

Au deuxième jour de son périple à Bouira, M. Merad a visité les hameaux de Tikesrai et d'Amoudou N'ath Said, où il s'est enquis des travaux de réalisation de routes de désenclavement. Il s'est déplacé ensuite dans la localité d'Azrou Oukellal relevant de la municipalité d'ath Mansour. Sur place, M. Merad a inspecté les travaux de réalisation d'un réseau d'assainissement avant de saisir l'occasion pour écouter les doléances de la

population locale. «Nous sommes là pour vous écouter et porter et prendre en charge vos préoccupations», leur a-t-il dit. Les problèmes relatifs au logement, à l'eau potable et à l'aménagement des routes étaient les principales questions soulevées par certains citoyens. M. Merad s'est déplacé aussi dans les localités d'El Mssayef et Ouled El Arbi (commune d'El Mokrani), où il a visité le projet de raccordement de 91 foyers au réseau de gaz naturel, ainsi que les travaux

de réalisation d'une route de désenclavement.

Au cours de sa visite qui l'a conduit entre autres à Ain Bessam, Ain Laâloui et Souk Lakhmis (Ouest de Bouira), le conseiller présidentiel a réitéré son appel aux walis pour qu'ils fassent preuve d'ingéniosité pour pouvoir trouver d'autres gisements financiers pour la réalisation des différentes opérations de développement au profit des zones enclavées.

H. M.

Nazih Berramdane :

Nécessité de doter la société civile de mécanismes juridiques et réglementaires et de la structurer

Le conseiller auprès du président de la République chargé du Mouvement associatif et de la Communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a insisté, dimanche soir à El Bayadh, sur la nécessité de doter la société civile de mécanismes juridiques et réglementaires et de la structurer pour lui permettre d'assumer pleinement son rôle avec responsabilité, conscience et coordination avec les institutions de l'Etat.

«L'intérêt accordé à la société civile par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est conçu comme une vision future des rôles de la société civile», a souligné M. Berramdane en abordant la place dévolue par le président de la République de la société civile en tant que «véritable partenaire» dans de nombreux domaines avec les institutions de l'Etat.

«La conviction du président de la République d'impliquer la société civile doit être traduite dans toutes les autres institutions

en mécanismes, stratégie et vision, pour faire vraiment de la société civile un partenaire des institutions de l'Etat», a-t-il ajouté dans ce sens.

Nazih Berramdane a mis également l'accent sur l'implication des associations de la commu-

nauté nationale à l'étranger et des membres de cette communauté dans les activités de la société civile.

Abordant le projet de l'amendement de la Constitution, il a salué la forte contribution de la société civile et de nombreux

acteurs de partis politiques, d'universitaires et d'experts à l'enrichissement et au débat avec propositions.

Il a déclaré que cette rencontre consultative vise à collecter des propositions du mouvement associatif, leurs expé-

riences, leurs préoccupations et propositions pour construire une vision et stratégie futures de la société civile et son mode d'encadrement, pour une relation de confiance entre la société civile et les institutions de l'Etat.

Younès F.

Rencontre

Aissa Belakhdar appelle les associations religieuses à contribuer à la consolidation du patriotisme

Le conseiller du président de la République chargé des zaouias et associations religieuses, Aissa Belakhdar, a exhorté, dimanche à Tiaret, les représentants d'associations religieuses et des zaouias à investir dans l'homme pour contribuer à consolider le patriotisme chez le citoyen algérien.

M. Belakhdar a qualifié, lors d'une rencontre au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), les associations religieuses et zaouias d'«héritières légitimes» de la référence religieuse nationale à travers les générations, les appelant à jouer un rôle efficace dans «la formation du bon citoyen qui aime sa patrie et est fier d'elle».

«Le président de la République compte sur les associations religieuses pour sensibiliser et renforcer l'esprit de patriotisme chez les jeunes et leur attachement à la religion et aux valeurs de l'Etat algérien qui a construit sa civilisation à travers les générations et les âges», a-t-il souligné.

Le conseiller du président de la République chargé des zaouias et associations religieuses a estimé, dans ce cadre, que «les associations religieuses et les zaouias doivent poursuivre l'œuvre de réforme commencée par les ancêtres», citant, à ce titre, le rôle de l'Association des Ulémas musulmans algériens dans la diffusion de la culture et du patriotisme et de rejet du colo-

nialisme et des moudjahidine qui ont sacrifié leurs vies pour la libération du pays.

«Le rôle des associations religieuses aujourd'hui est celui de consacrer et consolider l'esprit patriotique, car l'Algérie a besoin de tous ses enfants pour gagner la bataille de l'édification», a-t-il déclaré.

Pour ce faire, M. Belakhdar a appelé les associations religieuses et les zaouias à utiliser et à exploiter les technologies modernes pour transmettre leurs messages de manière plus simple et à investir dans la ressource humaine à travers la formation continue, insistant également sur leur implication dans les œuvres caritatives et de solidarité.

Maya H.

Rencontre sur «Les écrivains de l'émigration»

La Révolution de libération souvent présente en littérature

■ Des universitaires, poètes et écrivains représentant sept wilayas du pays ont pris part au séminaire littéraire national intitulé «Les écrivains de l'émigration». Les participants ont déclaré que la révolution de Libération nationale a toujours été présente dans la littérature d'expression française. Cette rencontre littéraire nationale, coïncidant avec la célébration du 59^e anniversaire de la journée nationale de l'émigration (17 octobre 1961), a été initiée par la Maison de la culture d'Oum El Bouaghi, en coordination avec la Maison algérienne de la poésie (bureau d'Oum El Bouaghi).

Par Abla Selles

Les participants au séminaire littéraire national intitulé «Les écrivains de l'émigration», qui s'est clôturé dimanche à Oum El Bouaghi, ont souligné «le rôle et la contribution de la littérature algérienne en langue française à faire connaître la révolution de Libération».

Dans son intervention au cours de la rencontre de deux jours, tenue à la Maison de la culture Nouar-Boubaker, Youcef Nadjaoum, enseignant à l'Université d'Oum El Bouaghi, a mis l'accent sur les raisons de l'existence de ce genre de littérature algérienne en langue française et sa contribution «efficiente» à faire connaître la cause algérienne et les massacres vécus par le peuple algérien pendant la Révolution libératrice.

Dans ce contexte, le conférencier a souligné que «le colonialisme français a œuvré pour effacer la culture et l'identité algériennes en matière de coutumes, d'histoire et de langue, en plus d'imposer l'enseignement de la langue française aux Algériens au sein même de notre pays».

L'universitaire a ajouté, par ailleurs, que les écrivains algé-

riens en langue française, parmi lesquels Mohammed Dib, Mouloud Feraoun, Assia Djebar, Kateb Yacine et Mouloud Mammeri, avaient pris la responsabilité d'exprimer de diverses manières les tourments du peuple algérien face à l'oppression des colons, et ce, malgré les entraves rencontrées pour éditer leurs ouvrages.

M. Nedjaoum a relevé, en outre, que les écrivains algériens qui écrivaient en langue française, ont recouru à cette langue pour décrire la révolution de libération à ceux qui la maîtrisent parmi les enfants de l'Algérie et autres, en plus d'user de cette langue dans la littérature pour «cibler le colonisateur et faire connaître la cause algérienne aux Français eux-mêmes».

De son côté, Smail Harat, enseignant également à l'Université Oum El Bouaghi, a donné une conférence intitulée



«Les dualités antagonistes dans la littérature de l'immigration», dans laquelle il a analysé les écrits des écrivains de l'étranger et ce qu'ils renferment comme dualités telles que l'ego et l'alter ego, la culture et la contreculture, ainsi que le sacré et le profane notamment.

La clôture du séminaire a été



marquée par une lecture de poèmes de plusieurs poètes, à l'instar de Rym Bousbaa de Constantine, Bachir Leghrib d'El Qued et Keltoum Kharkhachi de Biskra.

Cette rencontre littéraire nationale, coïncidant avec la célébration du 59^e anniversaire de la

journée nationale de l'émigration (17 octobre 1961), initiée par la Maison de la culture d'Oum El Bouaghi, en coordination avec la Maison algérienne de la poésie (bureau d'Oum El Bouaghi), a regroupé des universitaires, des poètes et des écrivains venus de sept wilayas du pays.

A. S.

Ouverture de la saison culturelle

La bibliothèque principale de Tissemsilt rouvre ses portes

La Bibliothèque principale de lecture publique «D'Yahia-Bouaziz» de Tissemsilt accueille, depuis dimanche, les activités intellectuelles, artistiques et cul-

turelles, à l'occasion de l'ouverture de la saison culturelle 2020-2021 dans cet établissement. La première journée de ces activités, qui coïncide avec la célébra-

tion de la journée nationale de l'émigration, a été marquée par des expositions de photos et de livres mettant en exergue les pratiques répressives brutales de la police française contre des Algériens désarmés le 17 octobre 1961 à Paris (France). Des livres littéraires et artistiques et des toiles d'artistes de la wilaya dont Dani Reda, Abdellaoui Nesrine et Khilbaz Mohamed, sont également exposés, ainsi qu'un nombre de dessins d'enfants adhérents de la bibliothèque.

Le programme de cette manifestation de dix jours prévoit également des récitals poétiques sous le slogan «Une heure avec

la poésie», animés par des poètes du genre classique dont Abdelkader Mekaria, une communication sur le roman «Un joli printemps» du jeune écrivain Hamza Dani et des conférences animées par des hommes de lettres et universitaires de Tissemsilt. Deux concours du meilleur dessin et du jeune poète seront lancés lors de cette manifestation en vue de relancer les activités culturelles à la Bibliothèque principale de lecture publique «D'Yahia-Bouaziz» de Tissemsilt après sept mois d'inactivité à cause des mesures de prévention contre la pandémie de coronavirus.

M. K.

Décès

L'artiste tunisienne Naâma n'est plus

La célèbre chanteuse et icône de la chanson tunisienne Naâma est décédée dimanche à l'âge de 86 ans, rapporte la presse tunisienne.

De son vrai nom Halima Bent Laroussi Ben Hassen Escheikh, Naâma est née dans la ville d'Azmour (Cap Bon) le 27 février 1934. Aventurière à la voix haute

bien frappée, Naâma possède un répertoire de près de 500 chansons composées par les plus grands musiciens, dont Mohamed Triki, Chedly Anouar, Ridha Kalai, Salah El Mehdi, Ali Riahi, Kaddour Srafi et Ahmed Hamza, entre autres.

Parmi les chansons qu'elle avait interprété, «Inti wahdek

saken qalbi», «Houa Lasmar», «Om El Qad Touila», «Ya Zine Assahra», «Habibi ya ghali», «Toussamt fik el khir» et «Finek ya Ghali». La dernière apparition de Naâma fut le 24 juillet 2019 lors du Festival international de Hammamet, où un hommage lui avait été rendu.

F. H.

Après Black Lives Matter

Les musées sortent timidement du silence

Manifestations et statues de «généreux donateurs» déboulonnées : le mouvement antiraciste «Black lives matter» a poussé les musées à s'interroger sur leur rôle et à sortir d'une forme de silence qui leur était reproché. «Les musées ne sont pas neutres», affirmait en juin

dans une tribune le Conseil international des musées (Icom), rassemblant quelque 30 000 membres. «Ils ont la responsabilité et le devoir de lutter contre l'injustice raciale (...), depuis les histoires qu'ils racontent jusqu'à la diversité de leur personnel».

Après la mort de George Floyd en mai aux Etats-Unis, lors d'une arrestation par la police, le mouvement «Black Lives Matter» a interpellé de nombreuses institutions, notamment culturelles, pour réclamer du changement et une meilleure représentation.

Le Metropolitan et le MoMa à New-York se sont fendus de tri-

bunes pour exprimer «leur solidarité envers la communauté noire». En Grande-Bretagne, le British Museum a très symboliquement retiré de son piédestal le buste de Hans Sloane, son fondateur qui s'était enrichi via le trafic d'esclaves, et l'expose désormais dans une vitrine.

En France, les réactions ont été plus timides et le débat a été accaparé par la question du déboulonnage de statues. Cela «révèle la difficulté de la France à faire face à son passé colonial», estime Françoise Vergès, politologue et présidente de l'association «Décoloniser les arts».

Mais «les publics ont soif de musées vivants qui nous racontent une multitude d'histoires plutôt qu'égrener une multitude de variations de la même histoire», observe Cécile Fromont, professeur d'histoire de l'art à l'Université de Yale (Etats-Unis).

A l'image de l'exposition sur la représentation des figures noires dans la peinture («Le modèle noir») au musée d'Orsay à Paris, qui a attiré 500 000 visiteurs en 2019. Certains établissements se sont saisis du sujet comme le musée d'Aquitaine à Bordeaux (sud-ouest) qui a relayé l'appel «à collectivement décoloniser

nos musées». «L'assassinat de George Floyd résonne fort», explique Katia Kukawka, sa directrice-adjointe, estimant qu'un musée ne peut rester neutre sur un tel sujet.

«On n'est pas là pour faire de la politique, mais porter un certain regard sur la société en tant que scientifique», affirme André Delpuech, anthropologue et directeur du Musée de l'Homme, à Paris, qui en a profité pour rediffuser des articles et des podcasts relatifs à l'exposition «Nous et les autres» (2017), sur le racisme et les préjugés.

C. I.

Agend'Art

Musée d'art et d'histoire de Tiemcen

Jusqu'au 30 octobre :

Exposition de la plasticienne Ismahane Mezouar intitulée «Repères en fragments».



Guinée

Le bras de fer est engagé autour de résultats non proclamés

■ A peine le premier tour de la présidentielle passé, la querelle est grand ouverte en Guinée autour des résultats pourtant non proclamés, laissant craindre l'escalade redoutée avant cette élection à hauts risques.

Par Mourad M.

Après un vote qui semble avoir mobilisé les Guinéens et s'être déroulé dans le calme, les esprits se sont échauffés sur la question de la publication des résultats par l'opposition, sans attendre leur proclamation officielle par la Commission électorale (Céni).

Près de 5,5 millions de Guinéens étaient appelés dimanche à choisir parmi 12 candidats le prochain président de ce pays pauvre malgré ses immenses ressources naturelles. Sauf énorme surprise, la compétition se jouera entre le sortant

Alpha Condé, qui brigue à 82 ans un troisième mandat consécutif malgré des mois de contestation meurtrière, et son adversaire de longue date, Cellou Dalein Diallo, 68 ans.

Cette élection, la première d'une série de cinq présidentielles en Afrique de l'Ouest avant fin 2020, s'est déroulée dans un climat de tension qui fait redouter des troubles autour de l'annonce des résultats, dans un pays accoutumé aux confrontations politiques sanglantes.

L'importance des appartenances ethniques ajoute à la volatilité de la situation.

Le camp de Cellou Dalein Diallo, qui se déclare inquiet de



PH. A. D. R.

tricheries, a affirmé qu'il publierait des résultats compilés par ses soins avec les données remontées de tout le pays, sans s'en remettre à la Commission électorale ou, ultérieurement, à la Cour constitutionnelle, qu'elle juge inféodées.

De fait, dans la nuit, des résultats partiels ont été publiés sur des sites d'information. Des manifestations apparemment spontanées ont été rapportées dans certains quartiers de la capitale Conakry favorables à M. Diallo pour célébrer ce qui serait sa victoire.

Le pouvoir ne cache pas son inquiétude devant les publications anticipées. Le ministère de la Sécurité a martelé qu'elles étaient interdites. «L'affrontement a été évité de justesse lors des rassemblements de la nuit», a-t-il indiqué.

Dans un possible signe de fermeté, la Haute autorité de la communication a suspendu pour

un mois le site d'information Guinée matin.com, coupable, selon un communiqué lu à la télévision nationale, d'avoir diffusé en direct sur les réseaux sociaux des opérations de dépouillement.

Devancer la Céni reviendrait à mettre de «l'huile sur le feu», a souligné dimanche soir le Premier ministre, Kassory Fofana, qui est aussi directeur de la campagne du président sortant. «C'est créer les conditions d'une situation de dégradation qui va échapper à tout contrôle», a-t-il mis en garde.

Le parti de M. Diallo, l'Union des forces démocratiques, dit craindre de se faire «voler» la victoire, comme cela fut le cas selon lui en 2010 et 2015, déjà contre M. Condé.

«Les bureaux de vote affichent les résultats par bureau de vote. A partir du moment où c'est affiché, c'est un résultat public. Donc l'UFDG va publier les résultats.

Si nous sommes gagnants, nous défendrons notre victoire (...) Nous n'attendrons pas la Cour constitutionnelle, nous n'attendrons pas la Céni», a assuré l'un de ses responsables, Ousmane Gaoual Diallo.

Devant les premières publications, le parti de M. Condé a accusé dans un communiqué l'UFDG de chercher à usurper la victoire. Or celle-ci «est quasiment impossible si nous observons les tendances qui nous parviennent. Pour preuve, leur leader a été lamentablement battu dans son propre bureau de vote».

Une proclamation d'un résultat global par les organes électoraux officiels devrait être «l'affaire d'une semaine», a estimé le Premier ministre. L'UFDG compte aller beaucoup plus vite.

Un second tour, s'il doit avoir lieu, est programmé le 24 novembre.

M. M.



Commentaire

Valeurs

Par Fouzia Mahmoudi

En France, un professeur a été lâchement et brutalement assassiné vendredi dernier, provoquant l'effet d'un véritable électrochoc de la classe politique, des médias et d'une large majorité de Français qui s'inquiètent plus que jamais de voir certaines de leurs valeurs et liberté être combattues sur leur sol par des islamistes aux méthodes abominables. Et si Emmanuel Macron avait déjà posé les jalons d'une prochaine réforme de la laïcité pour combattre le communautarisme, l'horrible attentat dont a été victime un professeur de collège pourrait pousser le Président français et ses équipes à se faire encore plus intransigeants contre ceux qui veulent soumettre la France et qui usent une fois encore des réseaux sociaux pour s'organiser, même à la plus petite échelle. Le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a ainsi souligné dimanche la «responsabilité» de ceux qui ont participé au «lynchage public» de l'enseignant Samuel Paty sur internet avant l'assassinat de l'enseignant, mais aussi celle des réseaux sociaux. «Je suis convaincu que ceux qui ont participé à ce lynchage public de cet enseignant, il y a des vidéos qui ont été postées sur les réseaux, il y a peut-être d'autres mobilisations qu'on n'a pas vues, sont d'une certaine manière responsables de ce qui s'est passé», a-t-il estimé. «Je ne suis pas la justice, je ne suis pas la police, mais il faut une réponse absolument exemplaire sur ce sujet-là», a-t-il ajouté. Le porte-parole du gouvernement a en outre estimé que les réseaux sociaux «ont une responsabilité», remarquant que «les choses ont démarré sur les réseaux sociaux et se sont terminées sur les réseaux sociaux». Donc, «on doit arriver à mieux les encadrer». Après la censure de la loi Avia par le Conseil constitutionnel au nom de la liberté d'expression, il a indiqué que le gouvernement travaillait à «un dispositif juridique de lutte contre la haine sur les réseaux sociaux». Marlène Schiappa, ministre déléguée en charge de la Citoyenneté, doit recevoir aujourd'hui les patrons de ces réseaux. Y a-t-il eu des ratés de la part de l'Éducation nationale ? L'enquête va permettre de «voir s'il y a eu des angles morts ou pas», a indiqué Gabriel Attal, en remarquant que «la principale du collège, de l'avis de tous, a été absolument exemplaire dans son action». «On en tirera des enseignements, rien ne sera mis sous le tapis», a-t-il promis. Gabriel Attal a, par ailleurs, précisé que le gouvernement travaillait avec les enseignants et leurs représentants syndicaux pour que «quelque chose de spécifique et d'historique se passe à la rentrée scolaire» après la Toussaint dans les établissements. Il a jugé «pas acceptable» que des professeurs puissent «s'auto-censurer» sur les sujets de laïcité car ils auraient «peur de la réaction de leurs élèves dans les endroits les plus difficiles», ce qui risque d'être «encore plus le cas» après cet assassinat. Reste à voir si les autorités françaises s'appuieront pour corriger cet état de fait sur les lois déjà existantes et qui répondent à de nombreux problèmes rencontrés aujourd'hui par les professeurs, agents administratifs, élus de la République, ou simples citoyens, ou si le gouvernement décidera de muscler encore un peu plus l'appareil législatif en place, qui doit déjà être revu dès le 2 décembre avec la présentation de la nouvelle loi sur la laïcité. Quoi qu'il en soit, Emmanuel Macron doit affronter ce dossier de front et traiter ce problème de société que lui ont légué ses prédécesseurs qui ont toujours préféré ignorer et même souvent dénigrer ceux qui tentaient de les alerter sur les dangers de l'islamisme en France et de son emprise de plus en plus menaçante, notamment dans les banlieues des grandes villes. F. M.

Nagorny Karabakh

Arméniens et Azerbaïdjanais s'accusent de nouvelles attaques

Arméniens et Azerbaïdjanais se sont accusés de nouvelles attaques hier matin, de «trêve humanitaire» censée entrer en vigueur la veille restant toujours lettre morte dans le conflit de la région séparatiste du Nagorny Karabakh.

Cette tentative d'organiser un cessez-le-feu, la deuxième depuis la reprise des hostilités le 27 septembre, intervient alors que le conflit entre dans sa 4^e semaine de combats acharnés.

La première trêve, négociée sous l'égide de Moscou pour le 10 octobre, n'a jamais été respectée.

Hier matin, le ministère azerbaïdjanais de la Défense a accusé les forces séparatistes arméniennes de bombarder le territoire du district d'Agjaberd et dans la nuit ceux de Geranboy, Terter et Agdam.

Pour sa part, le ministère de la Défense du Nagorny Karabakh a accusé l'Azerbaïdjan d'avoir procédé à des tirs d'ar-

tillerie dans la nuit «dans différents secteurs du front» et de poursuivre ses attaques dans la matinée.

«L'armée du Karabakh prend des mesures proportionnées», a-t-il assuré.

La nuit à Stepanakert, capitale séparatiste qui a subi des bombardements depuis le début des hostilités, a été elle calme, selon un journaliste de l'AFP.

Sur Twitter, le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, a accusé les forces séparatistes de violer «impudemment» le cessez-le-feu, et d'avoir tué des civils en tirant sur des quartiers résidentiels. Il a également revendiqué la conquête de 13 nouvelles localités.

La reprise des combats il y a trois semaines a fait au minimum quelque 700 morts. Mais les pertes sont sans doute bien plus élevées, chaque camp disant avoir tué des milliers d'ennemis.

L'Azerbaïdjan annonce quotidiennement des gains territoriaux. Les séparatistes ont

reconnu avoir dû reculer, mais jugent la situation «sous contrôle».

La trêve annoncée pour dimanche, mais qui n'a pas été respectée jusqu'ici, intervenait au lendemain d'un bombardement séparatiste dans la deuxième ville d'Azerbaïdjan, Gandja, qui a fait 13 morts.

Outre une potentielle crise humanitaire, la communauté internationale craint une internationalisation du conflit, la Turquie soutenant l'Azerbaïdjan. L'Arménie, qui soutient financièrement et militairement les séparatistes, fait elle partie d'une alliance militaire avec la Russie.

Le Nagorny Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens chrétiens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan, musulman chiite turcophone, peu avant la dislocation de l'URSS en 1991, entraînant une guerre ayant fait 30 000 morts. Un cessez-le-feu, émaillé de heurts, était en vigueur depuis 1994.

R. I.



Angleterre

Slimani fait son retour sur les terrains

HIER pour la réception d'Aston Villa, Leicester s'est incliné à domicile dans les derniers instants de match sur le score de 1-0.

La rencontre d'hier soir a connu la participation d'Islam Slimani pour la première fois en Premier League depuis le 28 avril 2018 lorsqu'il évoluait sous les couleurs de Newcastle.

L'ancien monégasque a fait son apparition à la 71^e minute de jeu, en entrant à la place de l'attaquant nigérian Kelechi Iheanacho.

Le meilleur buteur en activité des Verts, qui n'a pas joué depuis février, n'a pas touché beaucoup de ballons, mais a réalisé quelques déplacements sans ballons intéressants.

JS Kabylie

Reprise précoce pour six joueurs

SIX JOUEURS de la JS Kabylie ont repris les entraînements samedi après-midi, soit 48 heures avant le reste du groupe, car «présentant un léger déficit physique» qu'ils doivent combler, avant de poursuivre la préparation, selon la direction des «Canaris». Il s'agit d'Aziz Benabdi, Juba Aguié, Kadour Chérif Chaker, Billal Tizi-Bouali, Oussama Daibèche et Oussama Derragi, qui suivent ainsi un programme de préparation spécifique au stade du 1^{er} Novembre de Tizi-Ouzou, avec l'objectif de «se mettre au même niveau» que leurs coéquipiers.

Pour ce qui est des autres joueurs, dont la forme physique a été jugée «satisfaisante» à l'issue du dernier stage bloqué à Akbou (Béjaïa), la reprise s'est faite hier après-midi. A propos de ce stage à Akbou, marqué par le déroulement de trois matchs amicaux, respectivement contre l'équipe de l'AS Sûreté Nationale (ASSN), le NC Magra et l'Olympique de Médéa, l'entraîneur Yamen Zelfani s'est dit «globalement satisfait du travail accompli», ajoutant que «les jeunes du cru» qui ont été pris avec les seniors en avaient «bien profité» aussi.

Natation

La FAN cherche des solutions aux problèmes des ligues

LA FÉDÉRATION algérienne de natation (FAN) cherche à trouver des solutions à tous les problèmes rencontrés par les ligues de wilaya, notamment ceux en relation avec les infrastructures, en concertation avec les autorités locales, a indiqué le président de la FAN, Mohamed-Hakim Boughadou. Le président de la FAN a visité la semaine dernière trois wilayas de l'Est du pays, à commencer par Annaba, où il s'est enquis des conditions de préparation de la sélection algérienne qui effectue un stage au niveau du Centre sportif de Seraïdi (10-27 octobre), en présence de cinq nageurs de l'équipe nationale. «Nous avons effectué une visite à nos nageurs qui s'entraînent à Seraïdi, en présence du président de la ligue locale de natation et du chargé de mission à la direction de la Jeunesse et

des Sports. Nous sommes très satisfaits des moyens mis à la disposition de nos nageurs par cette enceinte sportive qui constitue un acquis considérable pour les athlètes algériens», a déclaré Boughadou. Dans la wilaya de Souk Ahras, le président de la FAN a eu des discussions avec le président de la ligue ainsi qu'avec le directeur de la Jeunesse et des Sports, portant sur les perspectives de la discipline au niveau local, notamment le problème lié à l'absence d'infrastructures destinées à la natation. «Le wali de Souk Ahras nous a donné des garanties par rapport à la réalisation d'un siège pour la ligue locale et a développé les perspectives de développement de la discipline, selon les caractéristiques de cette région», a-t-il précisé.

JM Oran-2022

L'évolution des préparatifs au menu d'une séance de travail COJM-COA

LES PROBLÈMES rencontrés par le Comité d'organisation des Jeux méditerranéens (COJM) Oran-2022, ainsi que le bilan des activités de cet organisme, ont été au menu de la réunion de travail qui a regroupé, dimanche à Oran, le comité en question et une délégation du Comité olympique et sportif algérien (COA) dirigé par son nouveau président, Hamad Abderrahmane. Le directeur général du COJM, Salim Iles, a indiqué, dans un communiqué de presse à l'issue de la réunion, que l'occasion lui a été offerte pour faire un tour d'horizon sur le bilan des actions entreprises par son organisme depuis qu'il préside ses destinées en juillet

2019. La rencontre a permis également d'évoquer les obstacles rencontrés par le COJM pour mener à bien sa mission dans la préparation du rendez-vous méditerranéen, a ajouté le communiqué. «Les membres de la délégation du COA et leurs homologues du COJM ont passé en revue l'état d'avancement des préparatifs des différentes commissions spécialisées. Les questions relatives aux infrastructures, à l'organisation sportive, à l'hébergement, à l'accréditation et au volet communication ainsi que la promotion des Jeux, ont été entre autres évoquées par les deux parties», lit-on encore dans le même document.

Préparation du Mondial 2021 de handball

Le sept algérien amorce le dernier virage

■ La sélection algérienne de handball (messieurs) effectue depuis samedi un stage préparatoire de six jours à Alger, en prévision du Mondial 2021 de handball, prévu du 13 au 31 janvier 2021 en Egypte.



Les Algériens se concentrent sur la préparation du Mondial

Par Mahfoud M.

Ce stage devrait permettre au staff national et l'entraîneur français, Alain Porte, d'apporter les derniers correctifs avant ce rendez-vous décisif pour le sept national. Un premier stage a été effectué au mois de septembre (18-28) au Centre de regroupement des sportifs d'élite de Seraïdi (Annaba), toujours sous la houlette du sélectionneur Portes, après plusieurs mois d'inactivité en raison de la pandémie de Covid-19. Pour ce stage, le coach national a fait uniquement appel aux joueurs évoluant dans le championnat national, vu qu'il ne peut pas faire appel aux éléments expatriés. Au Mondial-2021, le sept algérien fait partie du groupe F aux côtés du Maroc, du Portugal et

de l'Islande. Les camarades de Messaoud Berkous débiteront le tournoi contre le Maroc le 14 janvier avant d'affronter respectivement l'Islande (16 janvier) puis le Portugal (18 janvier). Les observateurs s'accordent à dire que ce groupe est équilibré et que les Verts ont des chances de passer au second tour qui est l'objectif du staff technique, même si la préparation aura été insuffisante. Il serait utopique de croire que l'EN peut réussir un exploit avec seulement trois stages au maximum, tandis que les adversaires ont bien préparé ce rendez-vous mondial et se sont donnés à fond. La sélection nationale doit cette participation au Mondial grâce à la troisième place décrochée au dernier championnat d'Afrique. Toutefois, il est clair que le hand-

ball algérien est encore loin de son véritable niveau et devra se battre pour retrouver son lustre d'antan.

M. M.

Liste des joueurs convoqués au stage:

Yahia Zemouchi (OM Annaba), Abdellah Benmenni (GSP), Hamoudi Bouchet (MM Batna), Riyad Chahbour (GSP), Abdeljalil Zenadi (GSP), Redouane Saker (JSE Skikda), Réda Arib (GSP), Messaoud Berkous (GSP), Zohéir Naïm (JSE Skikda), Mohamed Lamine Kriba (BBA), Abderrahim Berriah (GSP), Youcef Bouzouli (OM Annaba), Yacine Benmessaoud (CR Barraki), Okba Inessaâd (CR Bordj Bou-Arréridj), Mokhtar Kouri (MC Saïda), Sofiane Bendjilali (JS Saoura), Oussama Boudjenah (MC Saïda).

Arabie saoudite

Bendebka débute la saison avec un doublé

Quel début de saison pour le milieu international algérien Sofiane Bendebka avec son club Al Fateh qui a créé la surprise en s'imposant (2-1) face à Al Nassr Riyad. L'ancien milieu de terrain du MCA, qui a décidé de prolonger son aventure en Arabie saoudite, n'a pas attendu longtemps pour ouvrir son compteur de but cette saison. À

la 11^e minute de jeu, Bendebka a fait un énorme pressing sur le porteur du ballon ce qui a porté ses fruits puisque le dernier défenseur a effectué une mauvaise passe pour le gardien, ce qui a permis à Bendebka de marquer le premier but du match face au club de la capitale saoudienne. Ce but a poussé Al Nassr à miser sur l'attaque,

réussissant à marquer le but égalisateur à la 53^e minute du jeu. Un retour au score qui n'a pas duré longtemps puisque Bendebka a doublé la mise à la 62^e minute, après avoir suivi un magnifique centre d'un coéquipier et donné trois points pour Al Fateh face à Al Nassr pour ce match d'ouverture de la saison 2020/2021.

Olympiakos

Soudani rejoue, huit mois après

Lattaquant international algérien de l'Olympiakos, Hilal Soudani, victime d'une rupture des ligaments croisés en février dernier, a retrouvé la compétition samedi soir, à l'occasion de la 5^e journée de Super Ligue grecque de foot-

ball. L'ancien fer de lance de l'ASO Chlef (32 ans) a démarré cette rencontre comme remplaçant, et ce n'est qu'à un quart d'heure de la fin qu'il a fait son entrée en jeu. L'Olympiakos, largement dominateur dans son

stade Georgios-Karaiskaki, l'a assez facilement emporté contre Atromitos (4-0), grâce notamment à son international marocain Youssef El-Arabi, auteur d'un triplé (51', 82' et 87'), alors que l'autre but a été l'œuvre de l'Egyptien Koka (65').

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Message de Tebboune à la Semaine nationale du Coran

«La corruption est un acte de trahison envers la patrie»

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé, hier, que le projet de révision de la Constitution soumis à référendum le 1er novembre prochain, "sera une illustration éloquentes des valeurs civilisationnelles de l'Algérie, consacrera la loyauté au serment des chouhada et confortera l'Etat de Droit prôné par le Hirak béni authentique".

"Nos valeurs civilisationnelles, puisées des préceptes du Saint Coran, sont une illustration de notre loyauté au serment des chouhada et à notre Histoire", a indiqué le Président de la République dans un message adressé aux participants aux travaux de la 22e Semaine nationale du Coran, lu en son nom par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmechdi.

"L'initiative en vertu de laquelle la Journée nationale de la Mémoire a été instituée et notre souci de lancer une chaîne de télévision dédiée à l'Histoire, confortent notre choix d'emprunter une voie nationale sûre et incontestable dans notre marche sincère, déterminés que nous sommes à aller de l'avant dans la réalisation des objectifs nobles pour lesquels se sont sacrifiés les chouhada", a soutenu le Président Tebboune.

"Autant d'objectifs que nous voulons atteindre et consacrer à travers la révision de la Constitution, qui permettra inéluctablement d'instaurer l'Etat de Droit prôné par le Hirak béni authentique", a-t-il ajouté.

Pour le Président de la République, "jeter les bases de la réforme, c'est assurer l'éclosion des énergies dormantes dans notre société. J'entends par réforme, celle qui assoit un environnement favorable et attractif pour toutes les poten-

tialités dont regorge notre pays, à la faveur de l'équité, de la liberté, de la paix et de la sécurité".

Le Président Tebboune a réaffirmé son attachement à la voie de la réforme, un impératif, a-t-il dit, que "j'ai promis de consacrer pour préserver notre pays de la corruption, la combattre, tarir ses sources et éliminer ses causes".

"La corruption est un acte de trahison envers la patrie", a-t-il souligné.

Dans ce contexte, le Président de la République a affirmé que "toutes nos institutions sont appelées à contribuer à la promotion de l'Ethique et à la moralisation de la vie publique", soulignant qu'il s'agissait "d'un engagement que j'ai tenu et que nous honorerons de concert, avec l'aide de Dieu".

"Les nobles préceptes de l'Islam qui catalysent les énergies agissantes étaient les fondements de la civilisation musulmane qui conquiert le monde dix siècle durant, assurant l'épanouissement de l'Humanité tout entière", a indiqué M. Tebboune, mettant en avant le besoin de la société aujourd'hui en "les préceptes du Saint Coran, desquels nous devons nous imprégner pour nourrir notre âme de spiritualité et entretenir la source de la vie, la promouvoir et en explorer tous les volets, sans pour autant perdre de vue la vie éternelle au-delà de la mort".

Le Président Tebboune a souligné le besoin du pays en "cette énergie que procurent les bonnes mœurs et la retenue, exaltées par le Saint Coran, face aux assauts de la tentation, aux fléaux et aux dérives qui mettent à l'épreuve les valeurs de l'Humanité tout entière".

R. N.

Les contaminations au covid-19 reprennent



Djalou@hotmail.com

Logements à Ouzellaguen/ Béjaïa

Déception de nombreux demandeurs

■ Plusieurs dizaines de demandeurs de logements sociaux de la commune d'Ouzellaguen, ne figurant pas sur la liste des bénéficiaires des 620 logements sociaux implantés à Helouane et affichée la semaine dernière, ont organisé, hier, une double action de protestation pour exprimer leur colère et leur déception.

Par Hocine Cherfa

Les mécontents ont organisé une marche de protestation suivie d'un rassemblement et le blocage de la RN 26 reliant Béjaïa à Bouira, réclamant une commission d'enquête pour détecter les irrégularités dans l'attribution de ces logements et d'autres types de logements de la commune. Les demandeurs de logement sont en colère également contre le président de l'APC. Une banderole géante sur laquelle est revendiquée «une commission d'enquête» était arborée dans la ville. Pour certains mécontents, des étrangers, des gens aisés et des

jeunes se sont vu attribuer des logements au détriment des habitants d'Ouzellaguen et des pères de famille ayant à leur charge de nombreuses personnes. Pour eux, «seule une commission crédible peut enquêter sur la liste et attribuer ces logements aux gens qui les méritent». Notons que les 114 travailleurs de la briqueterie d'Akhnak, commune de Seddouk, relevant du groupe «Divindus Algérienne de production des matériaux de construction» (APMC) ont fermé avant-hier l'autoroute de Béjaïa au niveau de l'échangeur de Biziou (Amalou), reliant la RN 26 à Akbou. Privés de leurs salaires depuis 15 mois, les mécontents réclament l'intervention des autorités de wilaya et des autorités centrales afin de trouver des solutions à leurs préoccupations. Des banderoles ont été arborées sur les lieux, exigeant leur droit au versement de leurs salaires : «Le salaire est un droit constitutionnel et un droit légitime», «Nous demandons à la justice de statuer sur la régularisation de nos salaires dans les plus brefs délais», «Les travailleurs de la briqueterie de Seddouk sont privés de salaires depuis 15 mois». Les mécontents rappellent avoir saisi, en vain, les autorités sur leur problème. «Nous vivons avec des

crédits, nous sommes dans la précarité absolue, nous sommes à la veille de la rentrée scolaire et nous n'avons aucun sou pour y faire face», déclarent des travailleurs qui lancent un cri de détresse aux autorités afin de pouvoir percevoir leurs salaires et relancer leur entreprise où certains affirment y avoir passé toute leur vie. Une délégation des représentants des travailleurs a été reçue par les autorités de wilaya, a-t-on appris. Il est utile de rappeler que cette action de protestation a une nouvelle fois pénalisé les usagers. Notons que les transporteurs de voyageurs des différentes lignes interurbaines ont repris hier le service après une grève de deux jours, intervenue jeudi et dimanche, afin d'interpeller la direction des transports de wilaya et les autorités concernées à les autoriser à augmenter le nombre de voyageurs fixé depuis plusieurs semaines dans le cadre des mesures anti-Covid-19 à seulement 50 % de la capacité de remplissage des bus. Pour rappel, des centaines de voyageurs ont été fortement pénalisés suite à cette grève, intervenue notamment en fin et début de semaine, journées où l'on enregistre un grand mouvement de voyageurs, entre travailleurs étudiants, etc.

H. C.

La route qui tue

Six morts dans deux accidents à El Oued et Aflou

TROIS personnes ont trouvé la mort dans un accident de la circulation survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la route nationale (RN-16) reliant les wilayas d'El Oued et Tébessa, a-t-on appris des services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite à une collision frontale entre deux véhicules touristiques au niveau de l'entrée Est de la commune de Hassi-khalifa (30 km à l'est du chef-lieu de wilaya), causant la mort de trois personnes, a indiqué le directeur de la Protection civile, Ahmed

Baoudji. Les corps des trois victimes ont été évacués vers la morgue de l'hôpital Ben-Amor-Djilani de la ville d'El Oued, selon la même source. Par ailleurs, trois personnes sont décédées et six autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu dans la nuit de dimanche à lundi sur la route nationale (RN-47) dans la daïra d'Aflou, wilaya de Laghouat, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Le drame s'est produit au niveau du lieu dit «Hassi

Maârouf», dans le territoire de la commune de Sebgag, relevant de la daïra d'Aflou, suite à une collision frontale entre deux véhicules touristiques, causant la mort de trois personnes et des blessures à six autres, selon la même source. Les corps des victimes de cet accident ont été évacués par les équipes de la Protection civile vers la morgue de l'hôpital Abdelkader-Bejara d'Aflou, où ont été également admis les blessés, a-t-on précisé.

Mariam B.